

Zeitschrift: Schweizerische Zeitschrift für Soziologie = Revue suisse de sociologie
= Swiss journal of sociology

Herausgeber: Schweizerische Gesellschaft für Soziologie

Band: 19 (1993)

Heft: 2

Artikel: Le "syndrome allemand" : problèmes structurels de la "réunification
culturelle"

Autor: Alheit, Peter

DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-814832>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 23.02.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

LE «SYNDROME ALLEMAND»

Problèmes structurels de la «réunification culturelle»

Peter Alheit

Unité de recherche «Travail et formation», Université de Brême

Prendre une certaine distance pour porter un regard sur l'Allemagne est aujourd'hui redevenu une entreprise hasardeuse. La fameuse phrase d'*Heinrich Heine*, écrite pendant l'exil parisien : «Penser à l'Allemagne la nuit m'ôte le sommeil» n'a rien perdu de son intensité. Des hordes néo-nazies, meurtrières et incendiaires, traversent les villes et les villages, profanent des cimetières et des lieux de commémoration juifs, menacent des handicapés et des homosexuels. Et il n'est pas rare qu'ils trouvent sur leur chemin un public jubilant pour les applaudir, lâches spectateurs dont le plaisir inhumain à se réjouir du malheur des autres stimule encore les protagonistes, jeunes pour la plupart.

Cette dramaturgie paraît particulièrement absurde dans un contexte historique dont l'origine remonte à tout juste trois ans, au moment où, dans un pays, le peuple a pris son propre sort en main et jeté à bas son cadre politique dans un mouvement infiniment riche par son esprit et dépourvu de la moindre violence.

Nous savons aujourd'hui que cette vision des choses était extrêmement édulcorée. Les problèmes qui, à cette époque déjà, se cachaient derrière le concept idéalisé d'une réunification politique, sociale et culturelle de l'Allemagne étaient considérables. On peut d'ailleurs reprocher à une partie des intellectuels critiques en Allemagne d'avoir généralement sous-estimé les dangers et les frictions qu'entraînerait le processus de réunification. C'est pourquoi une analyse *actuelle* paraît aujourd'hui d'autant plus urgente. Mais il s'agit aujourd'hui de faire preuve d'une extrême objectivité. Ni les idéalizations fatales de la première période qui a suivi le «tournant», ni la mise en évidence excessive des dangers néofascistes actuels ne permettent un examen approfondi de l'évolution suivie par l'Allemagne. Une telle attitude constituerait la condition préalable à la réussite de contre-stratégies en matière de politique socio-culturelle.

Les réflexions qui vont suivre se concentrent sur l'évolution de l'Allemagne de l'Est, c'est-à-dire sur le territoire de l'ancienne RDA. Alors que dans «l'ex»-République fédérale, les paramètres fondamentaux de reproduction sociale et culturelle sont demeurés dans une large mesure identiques, les conditions qui prévalent dans les nouveaux *Länder* ont subi des bouleversements considérables.

Pourtant, l'ampleur de ce changement n'apparaît nettement que si nous comprenons à quelles «rationalités» ont été soumis les mécanismes sociaux de reproduction dans l'ancienne RDA¹.

Le cadre analytique auquel nous avons recours pour reconstruire les «logiques fondamentales» de la société de l'ex-RDA est un modèle modulé du «champ social», c'est-à-dire de la structure relationnelle complexe des positions sociales et de leur modification, que nous devons essentiellement aux analyses créatives de la société française actuelle effectuées par Pierre Bourdieu². Il convient donc, dans un premier temps, de reconstruire et de réinterpréter la structure sociale de l'ancienne RDA elle-même, et de décrire ensuite le champ social tel qu'il se présente en Allemagne après la réunification.³

1. Un «autre» champ social

Si l'on s'appuie sur le concept pertinent de *champ social* selon Bourdieu, matérialisé sous la forme d'une matrice de relations à trois dimensions représentant les positions, les styles de vie et leur modification dans le temps⁴, il apparaît rapidement que les «espèces de capital» qui contribuent de façon décisive à la détermination du positionnement social et à la formation d'un habitus social

-
- 1 A cet égard, nous renvoyons le lecteur à quatre publications récentes qui se distinguent des écrits foisonnants sur le «changement» par le fait qu'elles évitent les conjectures sensationnelles pour se baser sur un matériel empirique sérieux (Cf. Gerd Meyer, Gerhard Riege et Dieter Strützel (éd.), *Lebensweise und gesellschaftlicher Umbruch in Ostdeutschland*, Erlangen et Jena 1992; Ulrich Becker, Horst Becker et Walter Ruhland, *Zwischen Angst und Aufbruch. Das Lebensgefühl der Deutschen in Ost und West nach der Wiedervereinigung*, Dusseldorf, Vienne, New York, Moscou 1992; Michael Thomas (éd.), *Abbruch und Aufbruch. Sozialwissenschaften im Transformationsprozess*, Berlin 1992; Michael Vester, *Die verleugnete und verwandelte Klassengesellschaft. Die Milieus der sozialen Klassen in Ost- und Westdeutschland*, dans Wolfgang Hindrichs et Oskar Negt (éd.), *Der schwierige Weg zur Arbeiteremanzipation. Festschrift für Adolf Brock anlässlich der Vollendung seines 60. Lebensjahres*, Brême 1992, à paraître; Wolfram Fischer-Rosenthal, Peter Alheit et Erika M. Hoerning (éd.), *Biographien in Deutschland*, Opladen 1993 (en préparation).
 - 2 Voir en particulier Pierre Bourdieu, *La distinction. Critique sociale du jugement*, Paris, Les Editions de Minuit, 1979.
 - 3 Je remercie le politologue Michael Vester et son groupe de recherche pour leurs précieuses remarques et informations sur le sujet (voir également Michael Vester et al., *Neue soziale Milieus und pluralisierte Klassengesellschaft. Endbericht des Forschungsprojekts «Der Wandel der Sozialstruktur und die Entstehung neuer gesellschaftlich-politischer Milieus»*, Hannovre 1992, manuscrit).
 - 4 Relire à ce sujet, à titre d'exemple, Pierre Bourdieu, *Le capital politique en tant que principe de distinction dans le socialisme étatique*, dans *Les intellectuels et le pouvoir*, traduction allemande éditée par Irene Dölling, Hambourg 1991, notamment p. 35.

spécifique diffèrent considérablement les unes des autres dans les sociétés capitalistes développées et dans les structures socialistes étatisées de «type soviétique»⁵. En effet, la matrice applicable à la société française actuelle⁶ comme, à certaines variantes près, à l'ancienne République fédérale, d'après laquelle les acteurs sociaux trouvent leur place dans le champ social en fonction tant du «volume de capital» dont ils disposent dans leur ensemble que des possibilités d'accès particulières au *capital économique* ou au *capital culturel*, ou encore aux deux à la fois, ne s'applique pas aux sociétés de «type soviétique», dont la RDA faisait indubitablement partie.

Dans les sociétés socialistes étatisées, l'importance du capital économique, c'est-à-dire de la propriété privée, était extrêmement faible, officiellement du moins, mais aussi effectivement, dans certains aspects essentiels de la vie quotidienne. Mais cela ne signifiait pas pour autant qu'il s'était constitué une société purement méritocratique, qui attribuait ses positions en fonction de la possession de titres de formation et de qualification, c'est-à-dire «d'actions» péniblement acquises dans le capital culturel. Les différenciations effectives ou la «distinction» se basent, dans les sociétés socialistes nominales, sur une «espèce de capital» qui, certes, existe aussi dans les sociétés capitalistes, mais dont la fonction structurante y est nettement plus limitée : cette «sous-espèce de capital social», comme le formule Bourdieu, «que l'on peut appeler le capital politique»⁷.

1.1 Un cadre général «de structure féodale»

Considérer le «capital» en relations sociales, acquis en raison de la relative proximité entre les élites du pouvoir socialistes étatiques et les processus de décision politiques internes, comme un principe de différenciation dans le champ social ne paraît pas sans poser quelques problèmes. Nous savons aujourd'hui, après l'effondrement de la structure étatique de «type soviétique», que l'ampleur de l'acquisition à des fins privées de biens et de services publics ne connaissait manifestement aucune limite dans l'impudeur au sein des élites

5 Je relie cette formule à une étude intéressante sur le «déclin de la légitimité et du pouvoir du socialisme en RDA» de Iris Häuser, Michael Schenkel et Winfried Thaa (dans Meyer et al. (éd.), *Lebensweise und gesellschaftlicher Umbruch*, op. cit., pp. 59–101), qui, faisant suite à Habermas, associe à cette définition une typologie structurelle de l'opinion politique.

6 Cf. Pierre Bourdieu, *La distinction*, op. cit.

7 Bourdieu, *Le capital politique* ..., op. cit., p. 37. On devrait préciser, par honnêteté, que le discours de Bourdieu auquel se réfère cette publication a été tenu devant les membres de l'Académie des sciences sociales (Akademie für Gesellschaftswissenschaften) de Berlin en octobre 1989, c'est-à-dire avant le «changement».

politiques protégées. Le style de vie des dominants, qui présentait occasionnellement des traits féodaux⁸, se distinguait considérablement des stratégies de différenciation matérielles et symboliques extrêmement modestes des citoyens normaux. La structure sociale cachée a fréquemment pris le caractère d'une société corporatiste pré-moderne. C'est pourquoi le «capital politique» n'était pas accessible de la même manière dans les sociétés socialistes étatiques que ne l'est en principe (mais pas tout à fait dans la réalité) le capital économique dans les sociétés occidentales. Le champ social et sa dynamique n'étaient donc pas déterminés par le seul «volume de capital global» disponible et par les seules «espèces de capital» qui façonnent l'habitus social. Le champ social était en quelque sorte «entouré» d'instances ressemblant par leur nature à des structures féodales, qui étaient abstraites du discours social, voire même du changement social.⁹

Un grand nombre d'éléments empiriques plaident pour que «le parti»¹⁰ ne soit pas considéré globalement comme une telle instance, mais pour que l'on procède à des différenciations fonctionnelles (Cf. *graphique 1*). D'après ce que nous savons des anciennes élites grâce aux premières études prudentes menées sur le sujet¹¹, il paraît plausible d'admettre l'existence de deux structures fondamentales distinctes et relativement complémentaires qui ont considérablement influencé le champ social, dans la société de RDA tout du moins : d'une part «l'élite du pouvoir interne», hermétique et largement isolée de la réalité sociale, qui prenait sur un mode féodal toutes les décisions, éventuellement relativisées par les interventions du pouvoir hégémonique, ayant trait à la société et à l'Etat, et d'autre part un appareil d'Etat et de parti, distinct d'elle, qui assumait des fonctions exécutives et «fictionnelles».

«*Les élites internes du pouvoir*», dont les membres, à de rares exceptions près, faisaient partie de «l'aristocratie ouvrière» allemande, idéologiquement «anoblée» en raison de sa résistance active au fascisme, paraissaient être d'une certaine manière «abstraites» de la réalité sociale. En d'autres termes, elles

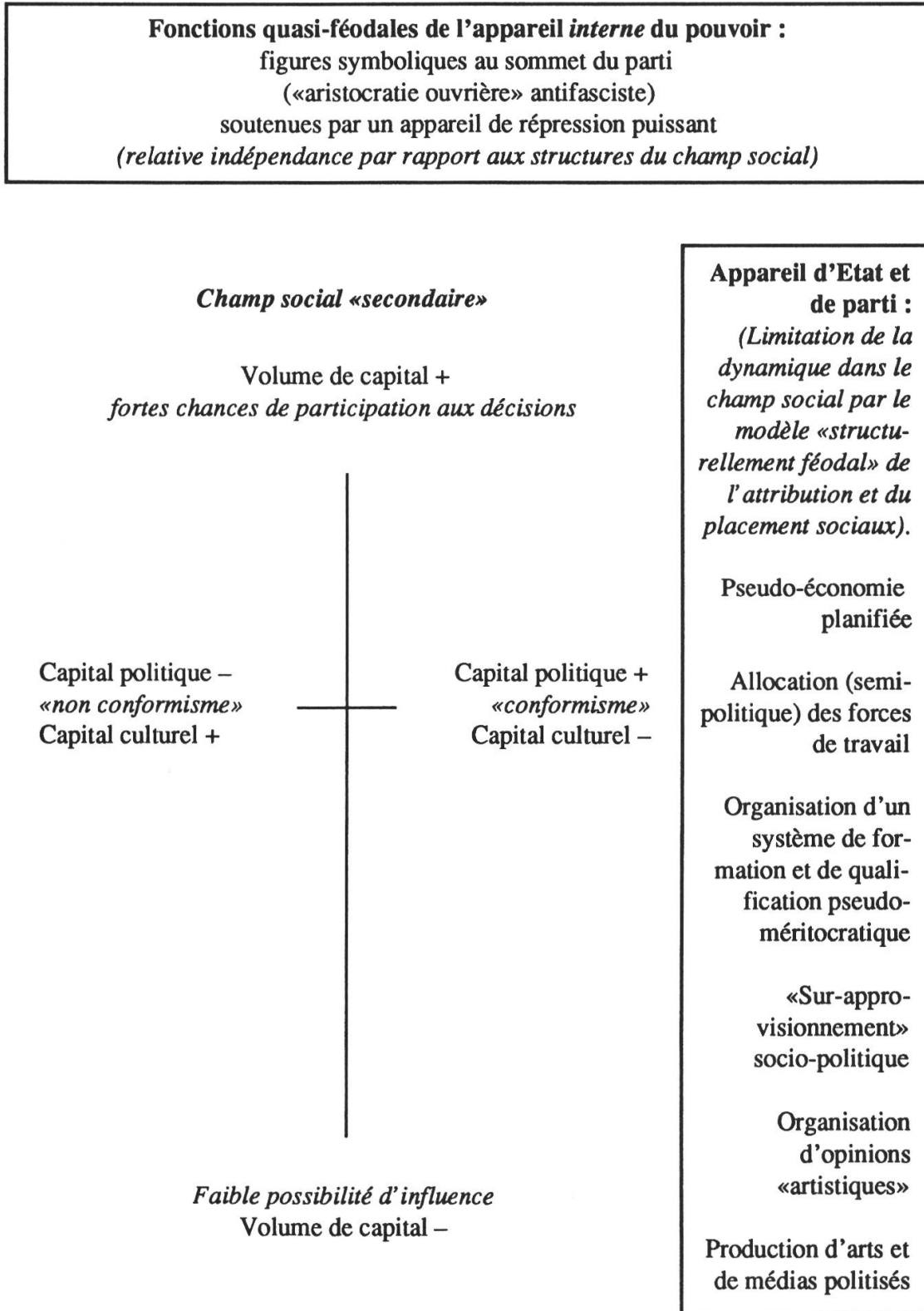
8 Il va de soi que l'on pense moins ici à la RDA qu'à certains excès de l'ancienne nomenklatura soviétique ou aux besoins de représentation insensés de l'élite politique en Roumanie par exemple.

9 Cf. à ce sujet les instructives réflexions sur la laïcisation de la quasi-transcendance des «opinions incarnant l'unité» dans les sociétés socialistes nominales, qui sont présentées dans l'ouvrage de Häuser et al. (op. cit.).

10 Dans le cas de la RDA, il s'agit donc du SED.

11 Je me réfère aussi bien aux sondages effectués par mes soins auprès des élites scientifiques de RDA qu'au matériel d'une étude en cours sur les élites bourgeoises dans l'ex-RDA menée par le Max-Planck Institut für Bildungsforschung (responsable du projet : Erika M. Hoerning), auquel j'ai eu accès.

Graphique 1



étaient considérées, du point de vue de l'évolution historique et de leur vécu politique, par leur expérience essentielle de la barbarie fasciste et leur résistance personnelle, comme immunisées contre tout reproche portant sur l'inhumanité de leurs propres décisions politiques. Même l'absurde appareil de répression qu'elles ont commencé à édifier paraissait moralement légitimé par l'observation selon laquelle les mêmes élites qui avaient soutenu le fascisme exerçaient désormais une influence capitale sur le système politique et culturel de la République fédérale. Les conséquences de ce scénario initial ont été décisives. L'*élan fondateur*, tout à fait légitime historiquement, s'est transformé en mythe durable. L'appareil de répression s'est rendu autonome. Les élites «aristocratiques» ont perdu leur rapport à la réalité sociale. Leurs rituels de légitimation, réduits à des formules creuses telles que la poursuite de la «lutte antifasciste», le «progrès socialiste» et la «paix», ont dégénéré en mots d'ordre emphatiques que plus personne ne prenait au sérieux dans la vie quotidienne. Le système «n'intégrait» pas d'élément permettant de corriger de telles incohérences, si bien qu'une sorte de «structure féodale» s'était instaurée.

L'*appareil d'Etat et de parti* exerçait certes une fonction complémentaire, mais en aucun cas identique.¹² Du point de vue fonctionnel, il ne pouvait se permettre de prendre les mêmes distances avec la «société», essentiellement parce que ses missions portaient sur des acteurs sociaux concrets et devaient assurer la reproduction de la société. L'appareil devait planifier, attribuer, former, approvisionner, soigner et entretenir. Par ailleurs, ses décisions portaient sur des perspectives de vie concrètes. Néanmoins, ces interventions socio-stratégiques importantes n'étaient absolument pas subordonnées à un principe de marché, pas plus qu'à une logique essentiellement méritocratique. Dans les faits, la «répartition publique» fonctionnait depuis longtemps comme un filtre des pré-décisions «structurellement féodales» prises au sein de l'appareil du pouvoir. Cette situation a eu pour conséquence qu'une partie des activités de l'appareil d'Etat et de parti a pris un caractère de fiction. Le contrôle des plans économiques, l'achat et la répartition des matières premières destinées à la production, la création et l'octroi de qualifications, mais aussi la mise en scène d'un pseudo-champ politique par la répétition de simulacres d'élections, même la pratique et la professionnalisation de l'art et de la culture, comportaient intrinsèquement une part d'irréel. Les ineptes scénarios portant sur la réalisation des plans ont miné la rationalité économique du système en rendant impossible, dès les débuts, toute réaction réaliste face à la planification. Les rituels politiques d'acclamation ont progressivement entraîné une érosion de la loyauté et de la

12 C'est la raison pour laquelle il est imprudent et hautement déraisonnable d'accuser pour ainsi dire tous les membres du parti de «collaboration».

légitimation auprès de la société. Et même de grands pans de l'art et de la culture subventionnés par l'Etat se faisaient le grotesque reflet du champ des goûts, certes politisé, mais non moins petit-bourgeois prolétarien, de «l'élite du pouvoir interne» vieillissante.

1.2 *Un champ social «secondaire»*

La liberté de mouvement à l'intérieur du champ social était considérablement limitée du fait, tout d'abord, qu'il manquait des ressources essentielles pour assurer la distinction sociale. Le maintien factuel des classes et des couches «pré-socialistes» n'a été politiquement concédé et même les besoins autonomes de groupements sociaux spécifiques (femmes, jeunes, handicapés, homosexuels etc.) n'ont été respectés que dans les années 70 et 80¹³. Jusqu'à la fin des années 60, le dogme du rapprochement entre toutes les classes ou couches de la société et la classe ouvrière, de la disparition progressive des classes et de l'avènement d'une «communauté humaine socialiste» avait politiquement sanctionné tous les besoins de distinction. L'habitus moyen imposé, qui s'est parfaitement établi dans la vie quotidienne de la RDA et qui a produit un «outfit» faiblement distinctif dans la population, un langage corporel manifestement défensif et un contexte d'interactions en apparence quasi-dépressif, était l'expression incorporée de l'absence de revendications égalitaires. Ainsi, le simple fait de pouvoir observer ouvertement certains processus de transformation renvoie, en dépit d'un corset de «structure féodale», à une dynamique du champ social possible dans son principe, quand bien même elle serait bridée.

La distance qui sépare «l'élite du pouvoir interne» de la réalité d'une part, et les interventions de l'appareil d'Etat et de parti oscillant entre pragmatisme et fiction d'autre part, engendrent nécessairement, pour des motifs relevant de la logique de survie, une forme de vie sociale «en-deçà» de la réalité officiellement admise. Pour appréhender les stratégies de reproduction culturelles et symboliques effectives de la société de la RDA, il faut donc reconstruire le champ social de cette substructure sociale, un champ social «secondaire» en quelque sorte. Cette modification de la construction selon Bourdieu permet de tenir compte des structures de la reproduction culturelle spécifiques aux sociétés «de type soviétique», tout en restant sensible à la complexité *structurée* de cette forme d'existence, quoique «infra-institutionnelle». Mais cette méthode corrige deux préjugés, que l'on retrouve aussi dans d'éminentes études publiées en RDA : a) le premier selon lequel ce pays serait devenu une «société de niches» et b) le second selon lequel, dans cette structure d'Etat, les discours de l'opinion publique

13 Cf. Becker, Becker et Ruhland, *Zwischen Angst und Aufbruch*, op. cit., p. 83.

n'auraient aucune chance de survie face aux tendances homogénéisantes répressives de l'idéologie officielle.

(ad a) Il est indéniable que le «citoyen de RDA» moyen a consacré une part considérable de son énergie et même, ce qui n'est pas rare, de son temps de travail, à l'organisation de son «espace privé». Les exemples de telles «niches» personnelles, de la «datcha» à la parcelle de terrain privée en passant par une consommation télévisuelle en progression constante, sont effectivement devenus des clichés faciles. Toutefois, ces caricatures voyeuristes de la réalité de la RDA¹⁴ évacuent manifestement deux constatations essentielles de leur analyse :

- la constitution de cette intimité exclusive renvoyait à une coopération sociale développée située «en-deçà» des logiques de production officielles, et, par conséquent, l'espace «privé» supposait une structure élaborée de *relations*;
- l'observation (dramatiquement confirmée a posteriori par les documents de la Stasi) selon laquelle l'intimité ne constituait précisément pas «l'Autre» réalité socialiste nominale, mais simplement un *complément* à la société dans son ensemble : les relations, y compris dans ce «champ social secondaire», étaient axées sur les conditions d'accès à certaines espèces de capital et en particulier, cela va de soi, au «capital politique». La distance émotionnelle ou intellectuelle par rapport aux «effets structurellement féodaux» du cadre systémique préétabli n'a absolument pas empêché «l'accumulation» du capital politique.

(ad b) Les répercussions de la théorie dite «du totalitarisme», considérée, dans les années 50 surtout, comme le concept privilégié d'appréhension des réalités socialistes étatiques, se traduisent par une appréciation étonnamment globalisante de l'opinion politique dans les sociétés «de type soviétique», y compris dans des études récentes¹⁵. Ce jugement s'explique manifestement par l'effet produit par la mise au grand jour des appareils de surveillance martiaux mis en place par les régimes socialistes nominaux aujourd'hui effondrés. L'observation pertinente selon laquelle les systèmes socialistes étatiques, par nature, n'autorisaient pas l'existence d'une sphère publique autonome telle qu'elle caractérise les sociétés bourgeoises traditionnelles et tendaient, à l'aide de

14 Il n'est pas rare qu'elles soient simplement l'expression d'une forme méthodologiquement naïve de collection des données empiriques. Les principes structurels de l'existence de «niches», dont la preuve peut être indéniablement apportée, ne sont pas apparus aux yeux de l'observateur occidental, journaliste politique ou spécialiste en sciences sociales, pour une raison simple : l'accès au «champ» se trouvait généralement dans la sphère privée et impliquait donc dès le départ une surexposition des vues privées.

15 Cf. à titre d'exemple les différents articles de l'ouvrage collectif édité par Ulrich Rödel «*Autonome Gesellschaft und libertäre Demokratie*» (Francfort, 1990).

«symbolisations identitaires», à «une fusion entre société et pouvoir politique»¹⁶, est prise pour la réalité empirique elle-même sans être mise en perspective. Mais de même que l'opinion bourgeoise née au 18^{ème} siècle, cette opinion publique raisonnante qui s'est imposée comme un contre-poids critique face à la puissante étatique, était peu protégée contre une désagrégation et, comme Habermas l'a brillamment analysé, sans cesse menacée par des «processus de reféodalisation»¹⁷, la «sémantique unitaire» des élites du pouvoir socialiste étatique n'est pratiquement pas parvenue à empêcher la naissance de fractions d'opinion hétéronomes. Celles-ci existaient dans leur principe depuis la constitution de l'Etat SED, du moins dans les milieux opposants traditionnels que constitue l'Eglise protestante, mais elles sont aussi toujours apparues, en prolongement, au sein des élites artistiques et scientifiques. Elles ont même fait florès dans les années 80¹⁸. Ces fractions d'opinion publique hétéronomes ont marqué le champ social d'une empreinte au moins aussi forte que la sémantique unitaire, en érosion, des élites politiques. Ou, plus précisément, elles s'interprètent comme des *lutes sémantiques* contre cette symbolique identitaire et modifient au fil de l'histoire de la RDA, mais surtout depuis la fin des années 70, l'équilibre culturel du pouvoir. Il faut sans aucun doute voir dans ce phénomène, parallèlement à la réduction du risque d'intervention militaire du pouvoir hégémonique, l'une des conditions essentielles qui a permis le «tournant»¹⁹.

1.3 «Styles de pensée»

Ce concept de champ social «secondaire» est extrêmement utile si l'on veut interpréter correctement les débats occultés au sujet du «code politique». Contrairement à ce qui se passe dans les sociétés capitalistes, les «lutes» que nous venons d'évoquer ne portent pas, dans la société de la RDA, sur des inégalités statutaires sensibles ou sur des distinctions symboliques très importantes. Il a toujours manqué, pour que tel soit le cas, des ressources matérielles et symboliques. La rareté des moyens de différenciation, par exemple dans le domaine de l'habillement et, globalement, des biens de consommation,

16 Claude Lefort souligne par exemple qu'avec l'ersatz d'unité programmatique, «s'impose une logique d'identification qui obéit à la représentation d'un pouvoir incorporant. Prolétariat et peuple, parti et prolétariat, bureau politique et parti sont réduits à un tout». (*Die Frage der Demokratie*, dans Rödel, *Autonome Gesellschaft*, op. cit., p. 287).

17 Cf. Jürgen Habermas, *Strukturwandel der Öffentlichkeit, Untersuchungen zu einer Kategorie der bürgerlichen Gesellschaft*, Francfort 1962; du même auteur, *Kultur und Kritik. Verstreute Aufsätze*, Francfort 1973, p. 68.

18 Voir également l'ensemble de l'ouvrage de Häuser, Schenkel et Thaa, *Legitimitäts- und Machtverfall*, op. cit.

19 Häuser, Schenkel et Thaa (*Legitimitäts- und Machtverfall*, op. cit. p. 94 sqq.) en viennent à une conclusion semblable.

était imposée par l'Etat au même titre que l'image égalitaire de la société. C'est pourquoi la différenciation ne se manifestait pas, comme c'est le cas dans les pays capitalistes occidentaux, dans les *styles de vie*. Les distinctions et même, depuis la fin des années 70, la constitution de milieux distinctifs sont apparues sur les lignes de conflit, qui ont à leur tour engendré des «*styles de pensée*».

Dans ce contexte, style de pensée n'est pas simplement synonyme de conviction intellectuelle ou morale. Cette définition s'appliquerait au milieu traditionnellement opposant en RDA, l'Eglise protestante, qui, comme nous le verrons plus loin, n'a pas par hasard joué un rôle aussi essentiel dans le tournant social. Les styles de pensée sont des interprétations autonomes de la réalité sociale qui dérogent à la doctrine officielle du parti. Cette pratique discriminante n'était aucunement limitée à l'environnement extérieur au parti et avait très rarement un contenu politique réactionnaire. Elle avait de plus en plus tendance, dans les années 80, à toucher en particulier un très grand nombre de «cadres intellectuels» à l'intérieur du SED. Au plan empirique, il s'est néanmoins avéré que la disposition à former de tels modèles d'interprétation concurrentiels était en corrélation avec la possession du capital culturel. Dans son principe, le capital culturel était une variable de non conformité dans le champ social de l'ancienne RDA.

Ce phénomène s'explique très clairement à l'aide du concept différencié de champ social. L'échange des principales espèces de capital (*économique contre politique*) qui a eu lieu après 1945 a entraîné parallèlement un renversement radical des valeurs quant au positionnement social : le champ social n'a certes pas été mis sens dessus dessous, mais il a d'une certaine manière «basculé» vers la gauche. La «classe ouvrière» a été socialement réévaluée et a eu sans difficulté accès à l'espèce de capital la plus importante, le capital politique. Les anciennes couches bourgeoises ont été dévaluées et coupées des voies d'accès déterminantes au pouvoir politique. Mais, de même que ces dernières ont peu perdu du capital culturel hérité, les «forces montantes» de la classe ouvrière ne sont pas parvenues sans peine à s'en emparer. D'une certaine manière, la polarité nouvellement créée entre capital politique et capital culturel a instauré une guerre sémiotique qui a involontairement prolongé la traditionnelle lutte des classes.

Cependant, il est apparu relativement vite, contrairement à ce que prétendait l'idéologie officielle du parti, que les véritables perdants de ce processus de transformation en étaient les apparents gagnants. Les documents biographiques saisissants, tirés des recherches du groupe Niethammer par exemple²⁰, prouvent

20 Lutz Niethammer et al., *Die volkseigene Erfahrung. Eine Archäologie des Lebens in der Industrieprovinz der DDR*, Berlin 1991.

qu'au cours de la première étape de l'histoire de la RDA, l'ascension politique et sociale du milieu ouvrier a été acquise au prix de graves crises d'orientation. Au niveau des fonctions dirigeantes dans le domaine social, la nouvelle «patrie» socio-structurale était liée à la perte du milieu d'origine. Et le parti, en dépit de toute représentation euphémique du «réalisme socialiste», ne constituait justement *pas* un refuge culturel. Les milieux ouvriers traditionnels eux-mêmes perdaient aussi de leur puissance génératrice d'identité. La mobilité sociale et géographique imposée à l'après-guerre a brisé les structures de relations naturelles.²¹ La transformation des formes de reproduction culturelles traditionnelles de la classe ouvrière en «culture d'Etat» a entraîné un autre processus de dépossession. Le «sur-approvisionnement» socio-politique a certes apporté aux ouvriers certains avantages matériels, mais il s'est en même temps traduit par une mise sous tutelle politique et culturelle latente. Cela paraît absurde, mais c'est justement «l'Etat ouvrier et paysan» qui a quasiment broyé l'une des plus solides et importantes *cultures simples* des temps modernes : la culture ouvrière. Nous observons aujourd'hui les dramatiques conséquences de ce processus lorsque de jeunes travailleurs marginalisés s'attaquent à des foyers de demandeurs d'asile sous les applaudissements de leurs pairs. La crise de sous-classification (voir plus loin) à laquelle ils sont actuellement exposés amorce des processus de «décivilisation» qui prennent des allures menaçantes : un milieu subalterne anémique qui n'a pas été privé de sa culture par un capitalisme semi-colonial seulement, mais aussi et déjà par un féodalisme structurel pseudo-socialiste.

Inversement, le milieu bourgeois, quoique devenu moins nombreux, est demeuré parfaitement intact en RDA. L'Eglise protestante²² a contribué pour une part importante à cet état de fait. Elle a en effet permis, dans un premier temps en atténuant fortement les pressions, puis en se montrant nettement plus offensive par la suite, le maintien d'un habitus culturel traditionnel, d'abord libéral conservateur, puis de plus en plus libéral de gauche. Dans cette évolution, elle s'est d'une certaine manière substituée à «l'opinion bourgeoise» absente. Il ne tient donc aucunement du hasard qu'une très grande partie de «l'élite du changement» émane de ce milieu et que, par ailleurs, les nouvelles fractions d'opinion des années 80 soient nées dans l'environnement des paroisses

21 Voir à ce sujet l'ensemble du document de Peter Alheit et Dietrich Mühlberg, *Arbeiterleben in den 1950er Jahren. Konzeption einer «mentalitätsgeschichtlichen» Vergleichsstudie biographischer Verläufe in Arbeitermilieus der Bundesrepublik Deutschland und der DDR*. En collaboration avec Kaspar Maase, Ina Merkel, Gerlinde Petzoldt et Klaus Spieler, Brême : Universität Bremen (= Werkstattberichte des Forschungsschwerpunkts Arbeit und Bildung, Bd. 11), en particulier p. 87 sqq.

22 La mise en évidence de l'Eglise protestante est simplement due à son importance en termes chiffrés et n'implique pas un discrédit de l'Eglise catholique qui, par sa taille, n'avait pas le même impact en RDA.

évangéliques. En tout état de cause, il ne paraît pas complètement invraisemblable de dire que l'Eglise protestante a contribué à la conservation «en hibernation» d'une élite traditionnelle.

Ces rapides remarques décrivent dans une certaine mesure les mouvements contrastés qui existent dans le champ social de l'ex-RDA. Mais elles ne font qu'effleurer «l'ouverture» qui a conduit ce champ social au capital culturel. Il est apparu, au moment des débats sur la libéralisation engagés à la suite des décisions du XXème Congrès du PCUS, si ce n'est avant, que le SED n'aurait pas seulement des problèmes avec les milieux «apolitiques», mais aussi avec ses propres grands intellectuels, d'ailleurs pour la plupart issus des milieux bourgeois. La «restalinisation culturelle» imposée en RDA sur un mode répressif a certes durement touché les intellectuels de gauche²³, mais elle n'a eu d'effet qu'à retardement. Depuis le début, les «styles de pensée» différents constituaient un potentiel de conflit à *l'intérieur* même du parti. L'intellectualisation croissante de la jeune génération ouvrière, qui correspondait parfaitement à la ligne idéologique, a renforcé ce potentiel. Le capital culturel ne faisait plus partie intégrante de l'habitus de classe, mais se transformait en élément dynamisant des «discours clandestins».

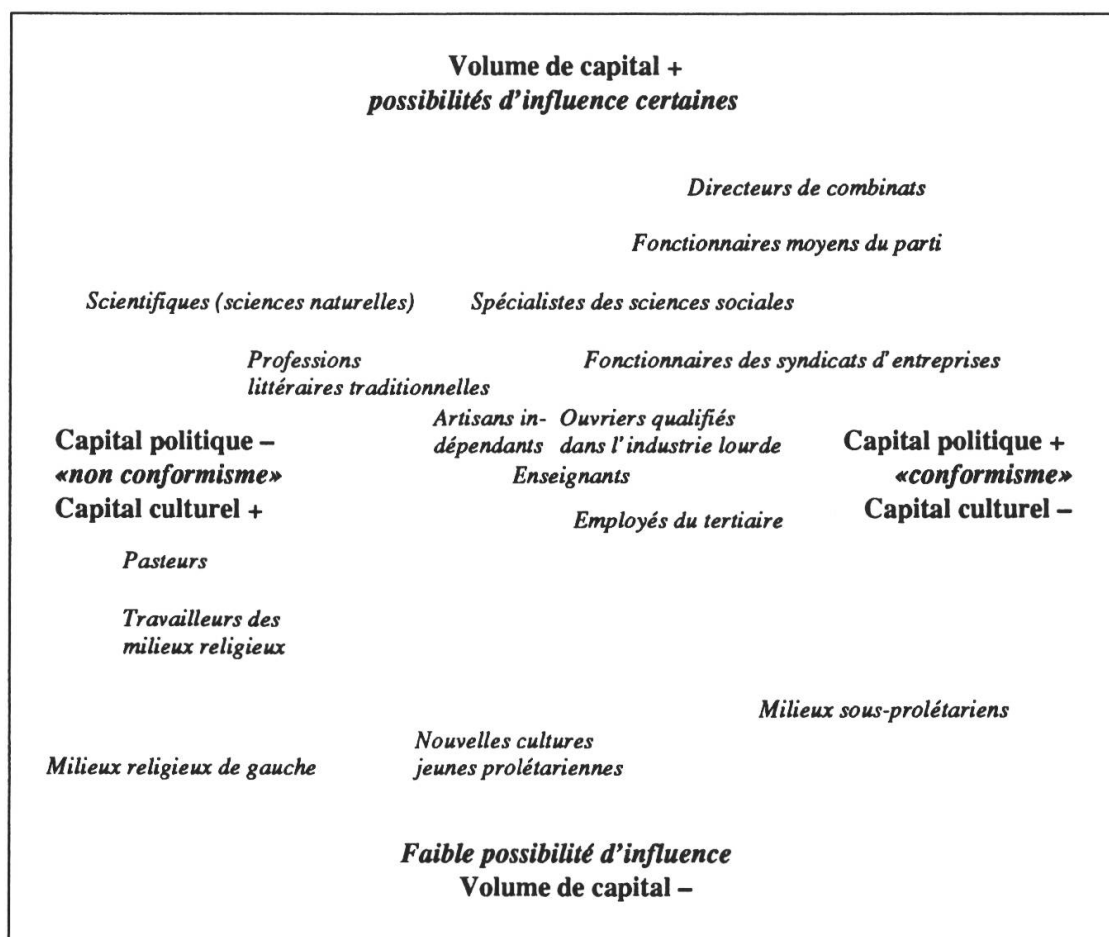
Au sein du parti, ces discours ont d'abord eu lieu dans des cercles extrêmement fermés qui avaient peu de points de contact, voire aucun. Les effets multiplicateurs se sont produits de façon relativement indirecte, par des contacts communs et indépendants noués avec l'extérieur ou par l'attribution inattendue de positions communes de dominés. Il s'est produit un effet «d'accumulation dans le temps». Dans les années 80, au plus tard, sont apparus des milieux aux «styles de pensée» autonomes, y compris dans la mouvance du SED. Le capital politique est devenu inflationniste. Le besoin de différenciation et de distinction, indépendamment de la conception politique fondamentale, s'est fait de plus en plus nettement sentir.

Le «tournant» est donc le point final d'une étonnante inflation du «capital politique» dans le champ social de la RDA. Ce processus s'est enclenché bien avant l'été 1989. Il englobe les débats symboliquement importants autour de Biermann, déchu de sa nationalité en 1976, les guerres sémiotiques autour du mot d'ordre «transformer les épées en socs de charrues», les guerres de tranchées à propos de la «bibliothèque de l'environnement», mais aussi toute une série de vives controverses et de débats non publics à *l'intérieur du parti*. Si nous considérons la «topologie» du champ social «secondaire» de la société de RDA

23 Les absurdes procès contre Janka et Harich, notamment, ont touché des intellectuels de gauche en vue. Le paysage culturel de la RDA a perdu ses figures de proue avec l'émigration en République fédérale d'Ernst Bloch ou de Hans Mayer par exemple.

sous l'angle de certaines professions²⁴ (voir *graphique 2*), il semble qu'il y ait eu au cours des deux dernières décennies un glissement de l'équilibre informel du pouvoir du capital politique vers le capital culturel. Il paraît également probable que par les «rapprochements» politiques, scientifiques et culturels des deux sociétés allemandes, qui passaient pour une part non négligeable par la très forte consommation des médias occidentaux en RDA, les structures de relations du champ social de «l'Ouest» aient déteint sur la société de la RDA.

Graphique 2
Champ social «secondaire»



24 Le placement peut difficilement se rapporter à un matériel d'information «solide». Il se base sur une matrice présentant les données accessibles quant aux structures sociales, sur des entretiens avec des spécialistes membres de l'élite des sciences sociales en RDA qui ont été menés après le «tournant» et sur une interprétation remarquablement répandue du «mode de vie socialiste» pendant la phase finale de la RDA (Tony Hahn, G. Kalok et J. Müller, Sozialistische Lebensweise in der DDR in den 70er/80er Jahren, dans *Soziologie und Sozialpolitik. Beiträge aus der Forschung*, H. 2 [1989], pp. 13–65).

1.4 *Le «nouveau» champ social*

Le champ social complexe de la société de la RDA n'existe plus aujourd'hui. A l'exception de l'habitus de formation bourgeoise conservé depuis près de quarante ans, toutes les valeurs ont perdu leur sens. Les styles de pensée doivent être le plus rapidement possible remplacés par des *styles de vie*. Mais ce processus de transformation échoue parce que les anciens citoyens de RDA ne disposent pas, notamment, des moyens matériels et des techniques symboliques leur permettant de se créer un style qui soit un style. Un critère d'orientation tout à fait déterminant de leur propre pratique de la distinction a en effet tout simplement disparu : le cadre «de structure féodale» des interventions de l'appareil, qui ont certes été généralement exécrées, mais qui n'en possédaient pas moins une consistance et une prévisibilité extraordinaires. Sa disparition n'est une «libération» qu'à première vue. Elle a été profondément vécue comme une dépréciation. D'importants champs de connaissance, par exemple au sujet du comportement à adopter dans certaines situations capitales de la vie quotidienne, la façon de faire valoir son droit, la méthode à appliquer pour acheter des produits rares etc., sont devenus inutiles en un temps incroyablement court. Même les connaissances de fond, les certitudes de la vie dans un monde socialiste nominal, qui se partagent sans être remises en question et sont absolument inaccessibles à la réflexion, les routines et les évidences du train-train quotidien, perdent gravement de leur pouvoir d'orientation. Les formes d'habitus qui se maintenaient sur des calculs sociaux incorporés ont perdu leur signification sociale. Tel est le cas, par exemple, de l'ouvrier qualifié employé dans l'industrie lourde, qui pouvait pour une large part déterminer lui-même son rythme de travail parce que la main-d'oeuvre dans sa profession était rare et son activité symboliquement valorisée par le socialisme étatique, et qui se retrouve aujourd'hui chômeur, à la rue, sans perspective d'avenir réaliste; tel est le cas de la dissidente poursuivie et emprisonnée par la Stasi, qui a trouvé sa justification dans les quelques semaines du début de la «période de changement» et dont le «capital de résistance» est cependant devenu inflationniste au fur et à mesure que les anciennes élites s'effondraient; tel est le cas du punk, dont l'apparence seule suscitait déjà beaucoup d'intérêt auprès de l'opinion publique et qui constate aujourd'hui que plus personne ne se retourne sur son passage. Ils sont tous très profondément troublés. Et on ne devrait pas s'étonner de leur réaction, qui varie d'une attitude farouchement bornée à une anomie incontrôlable.

Le comportement de vote, lors des premières élections démocratiques rendues possibles depuis quarante ans, était déjà probablement l'expression d'une attitude bornée. La majorité a simplement voté pour la «nouvelle autorité», et son rapport aux nouveaux gouvernements et aux nouvelles administrations porte

les stigmates évidents d'une socialisation des services publics de «structure féodale». «Kohl» a aujourd'hui pris la relève d'Honecker en tant qu'objet de projection des haines. Mais l'opposition à Kohl n'a aucun caractère politique. Ses moyens ne portent précisément pas sur les chances de l'opinion publique bourgeoise classique, sur le pouvoir d'une opinion raisonnable capable d'esprit critique. La colère est aussi sourde que la colère suscitée par ce pouvoir étatique fuyant qui a implosé en 1989 comme un château de cartes.

Il est cependant étonnant de voir que cette «nouvelle autorité» prend avec complaisance les traits de caractère de l'ancienne. Elle réagit pour ainsi dire positivement aux projections et par là même les renforce. Elle aussi se fait rare, se coupe des sentiments vrais et des problèmes réels des gens. Elle aussi mystifie la «situation» : aucun commentaire honnête sur les véritables problèmes dans la bouche d'un responsable politique, ni aucun appel à la solidarité crédible adressé à la population d'Allemagne de l'Ouest. Le résultat est grave : nous avons une *nouvelle coupure* en Allemagne, de nouvelles pertes de réalité alimentées par des projections réciproques. Ce dangereux potentiel d'anomie²⁵ n'est qu'un symptôme. Quoi qu'il en soit, il existe maintenant en Allemagne, en dépit de cette nouvelle coupure, *un seul champ social*. Personne ne peut arbitrairement se détacher des structures qui façonnent son architecture.

2. «Effets de sous-classification» de la structure sociale

Pour saisir avec une plus grande exactitude empirique ce «champ social unique», il est bon de revenir sur les milieux qui ont marqué la physionomie de l'ancienne République fédérale avant le changement, tels qu'ils sont présentés par la recherche SINUS sur les modes de vie. Becker *et al.* plaident en faveur de neuf milieux : le milieu *conservateur-moyen* et le milieu *petit-bourgeois*, le milieu *traditionnel*, le milieu «*sans tradition*» et le milieu *néo-ouvrier*, le milieu «*axé sur la promotion*» et le milieu *libéral-technocratique*, enfin le milieu *hédoniste* et le milieu *alternatif*. Les milieux «prétentieux» qui ont des ambitions d'élévation sociale (milieux axé sur la promotion, libéral-technocratique et hédoniste, mais aussi, depuis une période récente, néo-ouvrier) voient leurs rangs grossir et représentent aujourd'hui déjà plus de la moitié de la population. Les milieux

²⁵ Ce potentiel, parmi les jeunes chômeurs notamment, n'est pas à proprement parler essentiellement *extrémiste de droite* mais inorganisé. La disposition des hommes politiques conservateurs à leur attribuer cette étiquette et à le répéter constamment avec emphase paraît assez suspecte, d'autant que l'extrémisme de droite est depuis longtemps déjà minimisé, précisément par les gouvernements conservateurs. En tout état de cause, il entrave l'accès à la véritable cause du problème.

traditionnels, en revanche, stagnent ou sont en nette régression. Le milieu alternatif de gauche, quant à lui, se réduit comme une peau de chagrin et avoisine zéro²⁶.

Il semble qu'il y ait ici une différence essentielle par rapport aux résultats des recherches sur les modes de vie menées dans les nouveaux *Länder*. Là en effet, les milieux *traditionnels*, c'est-à-dire le «milieu ouvrier et paysan ancré dans la tradition» et ce que l'on nomme le «milieu matérialiste-petit bourgeois», englobent à eux seuls la moitié de la population²⁷. L'autre moitié se répartit entre sept autres milieux, dont aucun ne rassemble plus de 10% de la population. Bien que les résultats de la recherche SINUS suggèrent justement une perspective de synchronisation euphémique et méritent par conséquent d'être considérés avec un certain scepticisme, il semble utile de faire une rapide esquisse des profils de ces différents milieux. En effet, les résultats peuvent aussi parfaitement se lire a contrario :

Milieu humaniste-bourgeois. Ce groupe social, qui, selon les chercheurs de SINUS, représente environ 10% de la population, se compose essentiellement de personnes exerçant des fonctions académiques élevées. Il s'agit donc habituellement d'une catégorie bénéficiant d'une formation de niveau élevé. L'orientation des valeurs, dans ce groupe, est marquée par le milieu protestant auquel la plupart de ses membres appartiennent : discipline, engagement social et éthique professionnelle supérieure à la moyenne. Dans son style de vie, ce groupe est discrètement soucieux de qualité, critique en matière de consommation et amateur d'art. Il est intéressant de noter qu'un tiers de ce groupe se trouve déjà à la retraite²⁸.

Il est évident que le profil de cette catégorie est très proche de celui du milieu *conservateur-moyen* ouest-allemand. Cette constatation confirme implicitement les précédentes analyses selon lesquelles le milieu protestant a permis la survie d'une élite culturelle en RDA. A moyen terme, ce milieu bourgeois-libéral porteur de tradition s'intégrera sans difficulté. Il représente aujourd'hui déjà une part considérable des élites culturelles, scientifiques et politiques des nouveaux *Länder*.

Milieu rationaliste-technocratique. Ce groupe (soit 6% de la population environ) se distingue peu par sa situation sociale des «humanistes bourgeois». Ses valeurs sont néanmoins plus modernes, plus orientées vers la technique et

26 Cf. Becker, Becker et Ruhland, *Zwischen Angst und Aufbruch*, op. cit., p. 80.

27 Cf. *ibid.*, p. 84

28 Cf. *ibid.*

nettement plus élitaires. Le style de vie caractéristique de ce milieu repose sur le perfectionnisme et la disposition au conformisme.

Il est tout à fait intéressant de se demander d'où émane ce milieu. Nous observons en effet en RDA que bon nombre d'enfants de la bourgeoisie de la deuxième génération, pour certains après des détours professionnels, se destinent à des professions scientifiques dans le domaine des sciences physiques et naturelles. Contrairement à la situation dans l'ancienne RFA, où il n'était pas rare qu'elles représentent des voies de promotion pour les milieux petits-bourgeois et même ouvriers, ces «carrières» constituent une sorte «d'enclave professionnelle» pour les enfants de la bourgeoisie, y compris des milieux religieux. La faiblesse des ressources en matière grise technico-scientifique a contraint l'Etat SED à faire des concessions à l'égard des considérables gisements de formation existants dans le milieu bourgeois, qui avaient été tout d'abord laissés inexploités tant du point de vue de l'éducation que de l'économie au profit d'une promotion excessivement concentrée sur la jeune génération ouvrière. Le professionnalisme scientifique favorise, au demeurant, «l'absténence» politique et permet un engagement dans le «secteur culturel» du champ social de la RDA. Cette situation sert aujourd'hui les intérêts de ce groupe bourgeois modernisé, si bien que nous pouvons sans risque qualifier ses protagonistes, avec les «humanistes bourgeois», de «*gagnants de la réunification*».

Milieu matérialiste-petit-bourgeois. Ce groupe, qui représente tout juste un quart de la population est-allemande, est principalement composé d'ouvriers qualifiés occupant des positions à responsabilité (chefs d'équipes, contremaîtres etc.) et d'employés aux échelons moyens dans la fonction publique et dans les services sociaux. Fort besoin de sécurité et représentations régressives, propension marquée à défendre son statut, comportement très axé sur la consommation et disposition élevée à l'adaptation sociale font partie de ses valeurs.

Ce groupe est indubitablement capable d'intégration. Contrairement à la thèse des chercheurs de SINUS selon laquelle il s'agirait là d'une formation identique au «milieu petit-bourgeois»²⁹ ouest-allemand, il paraît plus plausible, pour ce groupe social aussi (comme pour d'autres milieux évoqués plus loin), de parler d'ores et déjà de risques de sous-classification considérables. Une partie des professions caractéristiques de ce milieu dans les services étatiques de la RDA sera en effet victime, à moyen terme, d'un processus de rationalisation nécessaire. Dans le secteur industriel, un certain nombre de positions privilégiées seront, dans les entreprises où le chômage n'est pas en principe une menace, retirées à leurs titulaires. Or, si l'on tient justement compte du besoin de sécurité

29 Cf. Becker, Becker et Ruhland, *Zwischen Angst und Aufbruch*, op. cit., p. 104

manifesté par ce milieu et de l'énergie qu'il déploie pour préserver son statut, de telles expériences constituent pour lui un facteur d'explosion sociale. C'est sur ce terreau-là que se forment des modèles d'acceptation virtuels face aux comportements caractérisés par l'anomie, en quelque sorte une «sympathie secrète en sommeil» à l'égard des incendiaires de Rostock.

Milieu ouvrier et paysan ancré dans la tradition. Certes, l'étiquette euphémique «ancré dans la tradition» passe sous silence le fait que le milieu ouvrier traditionnel a justement été dépossédé de sa culture naturelle par la politique de représentation structurellement féodale du SED (voir plus haut). Sur le plan empirique, elle indique cependant que cette couche sociale, qui valorise fortement le sens de la communauté, la justice sociale, la satisfaction professionnelle et une certaine «rudesse» dans le rapport aux choses et aux gens, est parvenue à préserver d'importantes réserves de traditions «pré-socialistes»³⁰. Celles-ci ont survécu non pas à cause de la politique de «l'Etat ouvrier et paysan», mais bien malgré elle, parce que leur valeur d'usage était extraordinairement élevée dans l'univers quotidien de la RDA, où la survie impliquait une attitude défensive. Ce phénomène n'est pas en contradiction avec le fait qu'aujourd'hui, on peut observer dans ce milieu une certaine mythification a posteriori de la vie «avant le changement»³¹. Celle-ci s'explique par la perte des moyens qui permettent d'appréhender la nouvelle situation, et non pas par une légitimation tardive du régime du SED. S'il est possible d'offrir à un milieu autre que celui des «humanistes bourgeois», des ressources qui lui permettent d'entrer dans des processus d'intégration sociale complexes, il semble que ce soit à ce milieu (qui englobe un bon quart de la population est-allemande), dont la «culture simple» naturelle n'a pas encore été détruite.

Milieu ouvrier sans tradition. Ce groupe en progression certaine (environ 8% de la population est-allemande actuellement), qui rassemble de nombreux chômeurs ou des personnes dont l'emploi est fortement menacé, a pour préoccupation essentielle de pouvoir «être de la partie». Ses envies de consommation ne peuvent pas être satisfaites par des revenus généralement faibles, si bien que ce groupe adopte une stratégie de survie gérée «au jour le jour». Le risque de déclassement auquel il est exposé est important. Or, la désorientation sociale rend sensible aux modèles d'explications «simplistes», notamment ceux de la droite. Par ailleurs, ce milieu constitue pour le moins un terrain propice à un potentiel protestataire non organisé.

30 Voir à ce sujet l'ensemble de l'ouvrage de Peter Alheit, Hanna Haack et al., *Kontinuität und Wandel in deutschen Arbeitermilieus während der 1950er Jahre*. Eine (system)vergleichende Studie der Regionen Bremen und Rostock. Projektantrag an die Volkswagen-Stiftung, Brême, Rostock 1991 (manuscrit).

31 Cf. Becker, Becker et Ruhland, *Zwischen Angst und Aufbruch*, op. cit. p. 108.

Milieu ouvrier hédoniste. Ce groupe social relativement restreint (5% environ de la population), dont le profil représente clairement la jeune génération, pourrait également devenir un «gagnant de la réunification». Composé pour la plupart d'ouvriers et d'employés qualifiés, ce milieu caractérisé par une grande souplesse et une grande mobilité, a été, sans «sacrifices» personnels ou idéologiques, particulièrement soutenu par le SED. Ses aspirations correspondent exactement à une tendance constatée dans la société de la RFA : la recherche d'un mode d'existence moderne, favorable aux plaisirs et sensible aux modes, ici et maintenant. Les prévisions relatives à l'intégration de ce groupe sont indéniablement positives.

Milieu axé sur le statut et la carrière. Ce groupe, qui représente près de 10% de la population est-allemande, est en principe celui des anciens «cadres de direction» de l'Etat SED. Il a gardé sa forte aspiration à la promotion et à la performance. Cependant, pour les membres qualifiés de ce groupe, les valeurs ont considérablement changé. L'échange des capitaux politiques et économiques en vue d'obtenir sa position dans le champ social s'effectue avec un radicalisme assez déconcertant qui révèle a posteriori et au grand jour la superficialité des valeurs politiques dans l'Etat SED. Ce sous-groupe important a, quasiment sans exception, troqué son aspiration d'autrefois au pouvoir et aux privilèges contre une aspiration à un haut revenu et à un niveau de vie correspondant. Sa référence à cet égard est celle du dirigeant ouest-allemand³².

En tant que groupe social, ces anciens «cadres de direction» sont sans doute les «perdants de la réunification», même si quelques-uns d'entre eux réussissent à surmonter le passage du dirigeant «socialiste» au dirigeant capitaliste. Bon nombre des intéressés ne parviendront pas à maîtriser cette métamorphose, du simple fait de leur vécu, et subiront une grave *crise de sous-classification*. Celle-ci frappera avec une dureté particulière les cadres de direction scientifiques, qui ont été presque sans exception «liquidés», bien qu'un grand nombre d'entre eux aient assumé la co-responsabilité du changement des équilibres culturels du pouvoir dans les années 70 et 80. La marginalisation sociale de cette élite culturelle de l'ex-RDA, en l'absence de stratégies de compensation, aura des conséquences extrêmement négatives sur l'intégration sociale des deux sociétés allemandes.

Milieu subculturel. Ce petit groupe (environ 5% de la population) se compose le plus souvent de sous-cultures jeunes nées dans les années 80 qui, par leur apparence extérieure et leur style de vie inadapté, dérogent volontairement aux normes sociales conformistes de l'ex-RDA. Leur besoin d'autonomie se manifeste

32 Cf. Becker, Becker et Ruhland, *Zwischen Angst und Aufbruch*, op. cit. p. 111.

par la recherche d'un potentiel de distinction suffisant, y compris dans la nouvelle société, mais débouche en même temps sur des tendances qui, en Allemagne de l'Ouest, sont celles du «milieu hédoniste» par exemple.

Milieu intellectuel de gauche-alternatif. Ce milieu (tout de même 7% de la population d'Allemagne de l'Est), qui a le même profil socio-structurel et les mêmes valeurs que le «milieu alternatif» ouest-allemand, a sans aucun doute perdu dans la réunification une grande part de sa légitimation morale et de son identité. Protagoniste du processus de changement, ce milieu a été socialement «dévalorisé» au cours des trois dernières années. Son insistance souvent amère à parler «d'opérations de nettoyage» et son purisme moral dans «l'affaire de la Stasi» sont symptomatiques de cette situation. Ce groupe a donc lui aussi subi un déclassement, même si celui-ci porte peut-être «seulement» sur les idéaux³³.

Pour résumer, les résultats, lus a contrario, de la recherche SINUS sur les modes de vie de la société est-allemande font ressortir trois aspects dont on devrait raisonnablement tenir compte dans le difficile processus d'intégration sociale des deux sociétés allemandes :

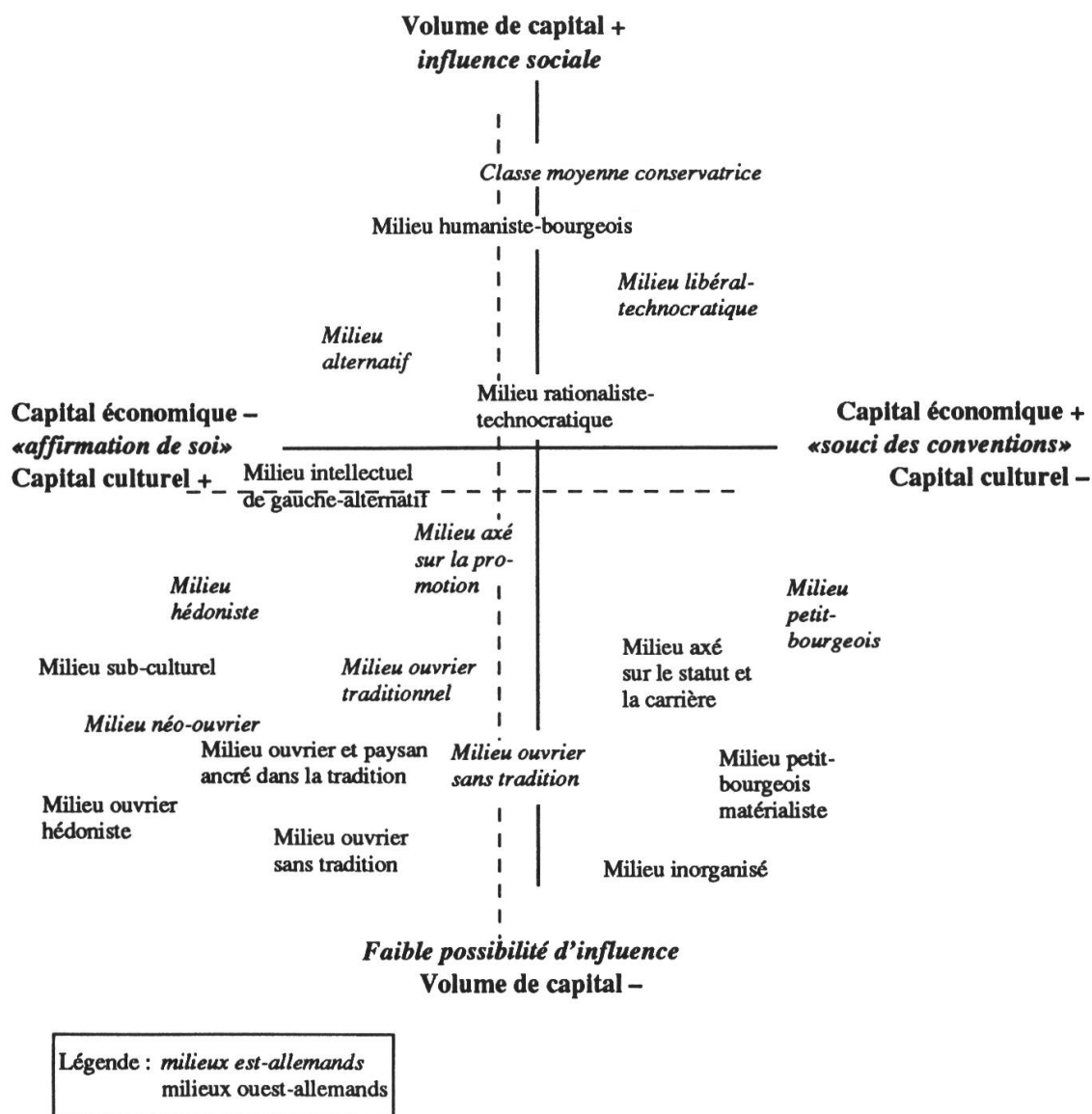
- les champs sociaux des deux sociétés demeurent différents. Bien que les mêmes principes structurels s'appliquent pour ainsi dire «officiellement» en matière de positionnement social dans tous les *Länder*, la société de l'ex-RDA garde dans une certaine mesure la relative autonomie d'une *sous-réalité* parce que cette disposition a fait l'objet d'un processus d'apprentissage collectif pendant quarante ans. La présentation du champ social de la nouvelle République fédérale équivaut donc à un *rébus* (voir *graphique 3*), dont on a l'impression qu'il est accepté par la plupart des Allemands, à l'Ouest comme à l'Est, et par le gouvernement fédéral lui-même. Ce rébus est cependant la parfaite illustration d'une grave perte de réalité.
- En effet, le «déplacement» de la réalité est-allemande vers la partie inférieure gauche indique un processus radical de *sous-classification*. Or, ce déclassement n'est pas uniquement ressenti par rapport aux Allemands de l'Ouest. Il apparaît aussi comme un déclin social par rapport aux anciennes positions en RDA.³⁴ La moitié au moins de la population est-allemande se considère

33 Ceci est d'autant plus difficile pour les membres de ce groupe qu'une part considérable de leur conscience sociale se nourrit de leurs dispositions idéalistes.

34 Cette constatation n'est pas non plus démentie par le commentaire plus que cynique d'une femme écrivain, membre de la bourgeoisie privilégiée, lorsqu'à l'avant-scène d'une métropole ouest-allemande qui a tiré parti du tournant, elle observe l'effondrement de son ancien Etat (Cf. les invectives de Monika Maron, à la fois inexacts et d'une effroyable insensibilité à l'égard de «ceux de l'Est», «Peinlich, blamabel, lächerlich», dans DER SPIEGEL, 46e année [1992], No 35, pp. 136–141).

Graphique 3

Le champ social dans la nouvelle République fédérale



comme les «perdants de la réunification». Certains groupes, en particulier les jeunes issus du milieu ouvrier sans tradition, compensent cette crise de sous-classification par une violence inorganisée. A cet égard, l'interprétation mise en avant selon laquelle il s'agirait de groupements d'extrême-droite, pose un délicat problème. Certes, les groupes d'extrémistes de droite exploitent le potentiel agressif de ces jeunes pour faire parler de leurs objectifs. Ils

visent même à constituer des groupes paramilitaires lorsqu'ils le peuvent. Pourtant, le cœur de cette disposition à la violence n'est justement pas un «produit idéologique». Il résulte d'une profonde irritation sociale³⁵.

- L'intégration sociale n'est pas un comportement susceptible d'être imposé, mais un difficile processus d'apprentissage. Elle suppose la motivation et la collaboration de ceux qui, justement, se trouvent en position défensive. Or aujourd'hui, ce sont sans aucun doute les Allemands de l'Est. C'est pourquoi il faudrait s'appuyer sur la stabilité et sur l'identité des milieux sociaux qui n'ont pas souffert du «changement» et qui ont survécu sans trop de dommages aux quarante ans de domination féodale du SED, c'est-à-dire le milieu humaniste-bourgeois et le milieu ouvrier traditionnel. La stratégie consisterait à en faire les protagonistes d'un long processus d'intégration, qui devrait avant tout s'abstenir de toute tendance à l'*exclusion*. Ce principe s'applique aux jeunes désespérés qui sont aujourd'hui si prêts à faire usage de la violence. Mais il s'applique aussi, notamment, aux intellectuels et aux cadres de direction culturels *critiques* de l'ancienne RDA. Leur connaissance de l'organisation du champ social dans cette partie de la société n'est pas simplement devenue obsolète. La formule du philosophe conservateur Hermann Lübbe relative à la «*discretion asymétrique*» de l'université post-fasciste, c'est-à-dire l'asymétrie entre la «volonté de réconciliation» des éminents opposants au nazisme et l'extrême réserve des anciens nationaux-socialistes à propos du rapport entre politique et culture justement, serait tout à fait d'application ici ! Dans la perspective d'une intégration des deux sociétés allemandes, il n'y a en tout état de cause aucune raison valable pour que cette chance soit refusée aux intellectuels critiques du SED, qui ne furent pas rares à risquer leur carrière en montrant leur disposition à la critique à l'intérieur du parti.

Pour rapprocher les champs sociaux oscillants de l'Ouest et de l'Est, il faut aussi que la société ouest-allemande change. Ni l'arrogance, ni un moralisme amer ne contribuent à ce que les deux sociétés se rejoignent. La présentation publique dans les médias des tribunaux chargés de juger la Stasi³⁶ est aussi peu

35 Quelle que soit l'indéniable plausibilité de ce diagnostic, il ne peut relativiser les crimes, dus à une dramatique confusion idéologique ou à une haine désespérée, perpétrés contre des hommes d'une autre couleur de peau, d'une autre religion et d'une autre conception de la vie. Par ailleurs, il est scandaleux de voir que les hommes politiques, de tous bords ou presque, tiennent d'absurdes discours sur le droit d'asile, passant ainsi totalement à côté des problèmes réels, au lieu de faire montre de leur solidarité à l'égard des victimes et de chercher les moyens les plus appropriés dont dispose un Etat de droit pour poursuivre les auteurs des meurtres et des incendies.

36 Bien entendu, cela ne signifie pas que la responsabilité politique et morale de l'appareil de sécurité de la Stasi et de tous ses suppôts doive demeurer dans l'ombre. Il s'agit au contraire

utile que la mise en scène multi-médiatique des pogromes perpétrés à l'Est. Ce phénomène est depuis longtemps le fait de «l'Allemagne dans son ensemble». A moyen terme, on ne luttera efficacement contre le mécontentement et les situations inextricables, contre la désorientation et les réactions de désespoir que si de nouvelles *structures «communautaires»*, manifestement capables à la fois de jouer un rôle de rempart face à la terreur fasciste et de favoriser l'intégration sociale des nouveaux groupes marginalisés, voient le jour en Allemagne. C'est là la condition préalable à la naissance d'une «autre Allemagne». Les chances d'y parvenir sont aujourd'hui meilleures qu'à la veille de la «prise du pouvoir» par les nationaux-socialistes il y a près de soixante ans; les risques ne doivent pas pour autant être sous-estimés.

Texte original : *Das «deutsche Syndrom». Strukturprobleme «kultureller Wiedervereinigung»*. Chapitre 13 de l'ouvrage *Zivile Kultur. Die ganz alltägliche Moderne*, à paraître chez Campus Verlag, Francfort/New York, dans la collection *Theorie und Gesellschaft*.

Traduit de l'allemand par Elsa Collomp, Paris.

Adresse de l'auteur :

Prof. Dr. Dr. Peter Alheit

Universität Bremen, Fachbereich 12, Forschungsschwerpunkt «Arbeit und Bildung»

Postfach 33 04 40, D-2800 Bremen 33

d'appréhender de façon critique la valeur historique de la «déstasification» publique et, comme le remarque très lucidement Jürgen Habermas («*Bemerkungen zu einer verworrenen Diskussion*», dans DIE ZEIT, No 15 du 3 avril 1992, p. 82 sqq.), de se reporter également à l'échec de la «dénazification».

N 8 ♦ DÉCEMBRE ♦ 91

SOCIÉTÉS CONTEMPORAINES

PRODUCTION DOMESTIQUE

YANNICK LEMEL

À LA RECHERCHE DE LA PRODUCTION DOMESTIQUE

ALAIN DEGENNE, MARIE-ODILE LEBEAUX

**L'ENTRAIDE ENTRE LES MÉNAGES :
UN FACTEUR D'INÉGALITÉ SOCIALE ?**

JAMES CÉCORA

LES ÉCHANGES ENTRE LES MÉNAGES DANS L'OUEST DE L'ALLEMAGNE

CLAUDE BONNETTE-LUCAT

LES BRICOLEURS : ENTRE POLYVALENCE ET SPÉCIALISATION

BERNARD PICON

**CHASSE, PÊCHE, CUEILLETTE : UN MÊME OBJET
SUPPORT D'ATTITUDES ET DE PRATIQUES SOCIALES DIFFÉRENCIÉES**

YÉRONIQUE BEILLAN

**LA GARDE DES ENFANTS :
DES PRATIQUES SOCIALEMENT DIFFÉRENCIÉES**

♦ ♦ ♦

JEAN-FRANÇOIS LAÉ

L'INAPTITUDE À LA RATP, DE LA PROTECTION À LA SANCTION

JACQUES COENEN-HUTHER

OBSERVATIONS EN MILIEU HOSPITALIER

SECRÉTARIAT DE LA REVUE

INSTITUT DE RECHERCHE SUR LES SOCIÉTÉS CONTEMPORAINES - CNRS

59-61 RUE POUCHET, 75849 PARIS CEDEX 17. TÉL : 33 (1) 40 25 10 11. FAX : 33 (1) 42 28 95 44

ABONNEMENTS ET VENTE AU NUMÉRO

LES ABONNEMENTS SONT ANNUELS ET PARTENT DU PREMIER NUMÉRO DE L'ANNÉE EN COURS.

LES DEMANDES D'ABONNEMENT SONT À ADRESSER À :

L'HARMATTAN, 16 RUE DES ÉCOLES, 75005 PARIS

TARIFS 1992 POUR 4 NUMÉROS : FRANCE 280 F. ÉTRANGER 320 F.
VENTE AU NUMÉRO : 80 F (L'HARMATTAN ET LIBRAIRIES SPÉCIALISÉES)